



Déclaration des organisations syndicales Solidaires, CGT , FO et CFDT

Monsieur le président, les représentants au CDAS des organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT ont décidé de ne pas participer à cette première séance du CDAS.

Cette décision est fondée sur l'opacité budgétaire organisée sciemment, afin de faire des économies sur le BIL.

Nous avons dénoncé la réserve de 6 % opérée sur le budget 2008. Nous avons voté un budget pour l'année 2008.

Lors du groupe de travail du 19 janvier 2009, aucun récapitulatif global de l'exécution du budget 2008 n'a été présenté. Pire, dans les documents préparatoires au CDAS, si le budget initial de 2008 et le budget 2009 sont présentés, il n'y a toujours pas l'exécution du budget 2008.

Il aurait pu s'agir d'un oubli, mais nous sommes persuadés qu'il n'en est rien. Sur demande d'une représentante de Solidaires, la déléguée des Services Sociaux a enfin daigné donner les informations. C'est avec stupeur et indignation que nous avons appris qu'une économie de 8 530 euros a été opérée sur le budget voté par le CDAS en 2008. Ces 8530 euros s'ajoutent au 4002 euros de réserve imposés par le Ministère.

Sur une dotation initiale de 66 700 euros, au final, la somme de 12 532 euros a été imputée. Cela représente près de 19% du budget initial ! Pourquoi n'avons-nous pas été informés qu'il restait de l'argent en fin d'année 2008 ? Nous aurions pu décider d'une utilisation de ces crédits.

Au lieu de cela, à l'insu des membres du CDAS, un mouvement d'ordre interne a été opéré à destination de la restauration collective pour un montant de 4177 euros. D'autre part, 4353 euros n'ont pas été utilisés.

Nous dénonçons fermement cette situation inacceptable ! Le 8 novembre 2007, Solidaires avait rappelé que les dépenses de restauration collective n'incombaient en aucune manière au budget de l'action sociale. Les agents, leurs enfants, les retraités ont été privés de cet argent qui leur était destiné.

Nous ne pouvons croire que le président du CDAS ignorait cette situation budgétaire.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, la confiance est totalement rompue. Vous devez des explications au personnel. Il faudra être concret si vous voulez que nous revenions débattre du budget 2009. Il faudra des engagements pour que le détournement des fonds opéré en 2008 ne se reproduise pas en 2009.

Toulon le 19 février 2009